

Préface

Le secteur financier est sans aucun doute un secteur clé pour la croissance des économies, qu'il s'agisse des pays industrialisés ou des pays en voie de développement.

Force est de constater que le secteur financier est encore peu développé en Afrique. Le rapport de la masse monétaire au PNB reste faible : un quart de celui des pays industrialisés. Le secteur est fragmenté avec des banques de petite dimension. La moyenne des dépôts des banques africaines correspond à moins de 2% de celle des pays OCDE, et certaines d'entre elles éprouvent des difficultés à atteindre leur point d'équilibre et à diversifier suffisamment leur portefeuille pour réduire leurs risques. Ceci se traduit par des taux d'intérêt plus élevés qu'en Europe. L'expérience a aussi montré que certaines actions des banques de développement qui, à la requête des pouvoirs publics, ont été amenées à financer des opérations de faible rentabilité, voire de rentabilité négative, ont constitué plus une entrave qu'un levier au développement du secteur privé.

Toutefois, au cours des dernières années, des progrès évidents ont pu être constatés. Plusieurs pays ont pris conscience du sérieux de la situation et leurs gouvernements ont entrepris des programmes de réformes portant entre autres sur l'assainissement de la situation financière et la privatisation de certaines banques, la libéralisation des taux d'intérêt, l'entrée de nouveaux intermédiaires financiers sur le marché et l'amélioration de leur supervision par les autorités monétaires. Les résultats ont été positifs et encourageants.

Les signataires de l'Accord de Cotonou ont reconnu l'importance du secteur financier dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Compte tenu de la longue expérience de la Banque européenne d'investissement dans ce domaine, au titre des Conventions de Yaoundé et Lomé, ils ont confié à celle-ci le mandat de contribuer au renforcement et à la diversi-

fication du secteur financier de façon à permettre la mobilisation de ressources financières accrues, indispensables à la croissance de l'activité économique, en particulier du secteur privé.

La BEI dispose à cet égard d'un large éventail d'instruments, aussi bien prêts directs et indirects que prises de participation, qui devraient aider au développement des marchés de capitaux. Les garanties, nouvel instrument au titre de Cotonou, devraient en particulier aider à la mobilisation des épargnes locales pour le financement d'investissements à long terme.

C'est dans cette perspective que j'apprécie particulièrement l'ouvrage de M. Everaert qui apporte le témoignage d'un ensemble de patrons de la finance africaine qui opèrent directement sur le terrain, qui connaissent les contraintes du métier, et qui ont une vision pour le futur, en préconisant la régionalisation des banques, l'extension de la microfinance, la diversification des produits, etc.

L'Afrique a un potentiel certain, même si elle a connu et continue à connaître des difficultés qui entravent sa croissance. Elle a su, dans une certaine mesure, tirer des leçons du passé. Ses efforts de restructuration - redressement des grands équilibres macro-économiques et amélioration du cadre institutionnel - commencent à porter leurs fruits. D'une façon assez généralisée, les gouvernements africains ont pris conscience de l'importance du rôle que le secteur privé peut avoir pour le développement de leurs économies, du besoin de ne pas interférer dans la gestion des entreprises et de limiter leurs rôles à une fonction de régulateur. Ils ont aussi poursuivi leurs efforts pour renforcer le capital humain, et il est encourageant de voir qu'une nouvelle génération de cadres et de techniciens bien formés commence à émerger.

Les performances sont encore inégales et il reste beaucoup à faire dans de multiples domaines, notamment pour mieux sécuriser les investissements et améliorer le climat des

affaires. Néanmoins, certaines réformes se sont révélées être des *success stories*, et elles devraient inciter les opérateurs économiques à investir davantage en Afrique.

L'ouvrage de M. Everaert, tout à la fois positif et réaliste, est de nature à porter ce message tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent africain.

Philippe Maystadt
Président de la
Banque européenne d'investissement
Luxembourg, mars 2004.